

COLLOQUE DU CONSEIL FRANCO-BRITANNIQUE

**VUES FRANÇAISES ET VUES
BRITANNIQUES SUR LA SITUATION
AU PROCHE ET MOYEN-ORIENT**

Paris, 2 et 3 juillet 2002

I - LES CRISES DU PROCHE ET MOYEN-ORIENT

En ouvrant le débat sur les vues françaises et britanniques concernant la situation au Proche et au Moyen-Orient, le Président du colloque, M. Jean François-Poncet, a fait un rappel des analyses contradictoires dont la trame s'est retrouvée tout au long des débats. Après avoir constaté l'impossibilité d'examiner la situation présente sans évoquer les événements du 11 septembre, il a rappelé que Ben Laden, dans ses premières déclarations, n'avait pas mentionné le conflit israëlo-palestinien mais s'était borné à s'en prendre à l'impérialisme américain et à exiger l'évacuation de la "terre sainte" d'Arabie Saoudite.

A vrai dire les observateurs ont décelé entre la crise du Proche-Orient et les attentats des *Twin Towers* une relation, même si elle n'est pas explicite. Aussi, au lendemain du succès de l'opération afghane, on s'était attendu à une reprise des négociations entre Israéliens et Palestiniens. Mais Sharon ne l'a pas entendu de cette oreille. Il a profité de la conjoncture pour faire un amalgame entre le terrorisme d'Al Qaida et celui des Palestiniens et pour plaider un recours à la force, en entraînant l'Amérique dans son sillage.

Le résultat n'a pas été probant. Tout au contraire, le terrorisme, celui des kamikazes, s'est généralisé. Etait-ce le voeu de Sharon ? En fait les attentats se sont multipliés, y compris en dehors de la zone principale d'affrontements, par exemple à Djerba. Cet engrenage ne risque-t-il pas d'entraîner les Etats-Unis encore plus loin, en Irak ou ailleurs ? Les effets en seraient inquiétants.

Se posent alors les questions suivantes :

- 1) Est-il possible d'éradiquer le terrorisme par la force ?
- 2) Quel sera l'avenir politique d'Arafat ?
- 3) Qu'en est-il du fondamentalisme ?
- 4) Que va-t-il se passer en Irak ?

A ces interrogations liminaires, un orateur a répondu que le caractère dangereux de la situation provenait de l'arrivée à maturité, dans un contexte politico-religieux tendu, de trois crises s'aggravant l'une l'autre: celle du conflit israëlo-palestinien, celle de l'Irak et celle du terrorisme international. A cela s'ajoute le fait que la politique américaine intervient dans les trois crises, de manière unilatérale. Cette évolution se produit alors que les gouvernements en place dans la région, y compris celui d'Israël, s'avèrent incapables de régler leurs problèmes. Or, on sait qu'il y a une solution qui est celle des deux Etats. L'accord de Taba offre un cadre pour avancer, y compris sur le cas de Jérusalem. Face à cela le Président Bush a exprimé des vues contradictoires sur l'Etat palestinien et sur le départ d'Arafat, sans proposer une solution.

Pendant ce temps le terrorisme conduit à une radicalisation du conflit. Les principaux Etats de la région se proposent des objectifs différents. L'Egypte ne peut ni s'opposer aux Etats-Unis, ni s'aligner sur eux. L'Irak cherche à réintégrer le monde arabe. L'Arabie Saoudite a besoin de l'Amérique mais ne veut pas se laisser entraîner dans son sillage. La Turquie rencontre le problème kurde. L'Iran pourrait jouer un rôle stabilisateur dans la région. Mais alors pourquoi le classer parmi les "Etats voyous" ? Enfin la Russie est revenue dans la région mais sans avoir arrêté sa politique.

Pour un intervenant, le rôle de l'islamisme a été surévalué au détriment du nationalisme dont font preuve plusieurs protagonistes. Al Qaida représente un islamisme radical qui certes tient une place dans la politique des Etats mais qui se donne pour cible le système actuel, les régimes et les gouvernants. C'est une sorte d'extrémisme finalement peu présent dans l'Islam Proche oriental, et dont les acteurs se sont radicalisés en Occident. Dans ces conditions, Ben Laden ne peut guère peser sur les affaires du Moyen-Orient dont les traits les plus aigus sont le produit du nationalisme arabe. Les Etats de la région sont menacés par l'absence de négociation depuis Oslo.

Cette interprétation est confortée par un participant qui souligne qu'Al Qaida permet d'identifier un ennemi et donc de simplifier les choix. La politique américaine s'est durcie et radicalisée. Il conviendrait que la Grande-Bretagne évolue et se rapproche de la France sans quoi il n'y aura pas de politique européenne dans la région. Tout au plus

a-t-on pu noter une certaine distanciation de Tony Blair par rapport à G. W. Bush sur la conduite à tenir à l'égard de l'Irak.

Mais à qui laisser croire que les Européens puissent prendre des positions différentes des Américains ? Certes, il serait souhaitable que l'Union européenne soit plus active, plus présente dans la région mais ce doit être sans hostilité à l'égard des Etats-Unis. C'est un partenariat qu'il convient d'instaurer si l'on veut influencer sur le cours des événements. N'y a-t-il pas des éléments positifs dans le discours du Président Bush repris dans la Déclaration de Séville ? Et il n'y a que les Etats-Unis qui puissent traduire ces principes en actes.

D'ailleurs, a enchaîné un autre participant, comment expliquer autrement les appels des Européens au gouvernement américain pour qu'il s'implique davantage dans le conflit israëlo-palestinien ? On constate un changement d'attitude du nouveau gouvernement français qui va jusqu'à évoquer une certaine complémentarité des positions américaines et françaises.

Peut-on considérer la crise du Moyen-Orient sans rapport avec les événements du 11 septembre ? L'action de Sharon, sans l'attentat des *Twin Towers*, n'aurait peut-être pas été possible du fait de l'opposition de l'opinion internationale. Le 11 septembre a réduit au silence nombre de ceux en Israël et dans le monde qui n'approuvent pas la politique du gouvernement de Sharon.

En attendant, on constate une aggravation de la situation au Moyen-Orient qui pourrait avoir des conséquences tragiques. Il y a quelques semaines encore le Quatuor pouvait se réunir et laisser espérer une pression de la communauté internationale. Ce n'est plus vrai. Le Quatuor est marginalisé. La voie des deux Etats recule. La perspective d'une solution militaire se confirme. L'horizon politique se noircit. Les faucons l'emportent dans les deux camps : on le voit sur le terrain.

Cette vue pessimiste n'entame pas la conviction de ceux qui pensent qu'Al Qaida ne saurait être assimilé à aucune forme de nationalisme palestinien. Les racines d'Al

Qaida sont autres. Elles n'ont pas leur origine dans la même matrice. L'Islamisme est un phénomène global remontant à la chute de l'Empire ottoman. Le conflit israélo-palestinien est de nature nationaliste et politique, bien plus que religieux. On surestime d'ailleurs le caractère déstabilisateur de cette crise israélo-palestinienne pour le Moyen-Orient. Nombre d'Etats musulmans, du Golfe au Maroc sont assez stables.

Plusieurs intervenants soulignent les raisons, tant historiques que politiques, pour lesquelles la France et la Grande-Bretagne devraient jouer un rôle dans cette région du monde. Dans le débat qui se déroule à Washington les Européens, et spécialement les Britanniques, pourraient intervenir utilement.

Le terrorisme présente, a-t-on aussi noté, un caractère ambigu. D'un côté, il justifie la politique de Sharon et contribue à conforter sa position. D'un autre, les grands Etats de la région saisissent l'occasion pour légitimer leur politique répressive.

Un témoin souligne combien la situation locale est préoccupante. Il décrit l'incompréhension mutuelle des protagonistes qui ne débouche que sur la violence. La seule voie qui reste ouverte serait de mettre fin à l'occupation des "territoires".

De cet échange de vues très ouvert, on retire l'impression que pour une large majorité des participants le lien est manifeste entre les attentats du 11 septembre et la radicalisation de la politique d'Ariel Sharon et de l'intifada.

Le terrorisme conforte les durs des deux pays. Il est douteux qu'il soit possible de l'éradiquer par la force.

II - LES PERCEPTIONS CROISEES DES OPINIONS PUBLIQUES

Dès le début de la seconde phase des travaux, un intervenant souligne que si Ben Laden est perçu dans le monde arabe, surtout chez les jeunes, comme un héros, une sorte de Robin des Bois, son action n'a pas entraîné une mobilisation politique. Tout au plus a-

t-il renforcé l'intifada et les attentats suicides, généralement approuvés par les religieux, mais avec des conséquences négatives pour l'image des Palestiniens dans le monde.

Ce que retient le Moyen-Orient de l'Europe c'est son effort de distanciation par rapport aux Etats-Unis, ceux-ci généralement critiqués pour leur association sans faille à Israël. La politique américaine semble consister à vouloir faire entrer le Moyen-Orient dans un cercle vertueux, après un changement d'hommes et de cap en Palestine et en Irak. Une partie de l'opinion américaine est favorable à cette formule.

Se plaçant dans une perspective historique, un orateur souligne le retournement de l'opinion européenne sur le conflit : il y a trente cinq ans un David israélien affrontait un Goliath arabe et pouvait compter sur la sympathie de l'Europe. Une évolution s'est produite en faveur des Arabes sous l'effet du conflit, de l'attitude américaine, de celle du Vatican et de l'opinion, choquée par les images de la répression de l'intifada. Il est déclaré que la guerre des mots et des images a été perdue par Israël depuis la seconde intifada.

Le fossé s'élargit entre l'Amérique et l'Europe. Les Américains analysent la crise à travers le prisme du 11 septembre. Washington s'inquiète de l'Irak et ce sentiment est encouragé par Israël et par le lobby industrialo-militaire américain. Il y a aussi le cas Arafat que l'Europe considère toujours comme un interlocuteur valable.

Un autre fossé sépare cette fois Français et Britanniques sur les problèmes des armes de destruction massive, sur le terrorisme, sur la "pax americana", jugée en France peu légitime. L'attitude française est-elle déterminée par la présence de 5 % environ de musulmans sur son sol ? A quoi est due la recrudescence d'actes antisémites ? La présence des deux plus nombreuses communautés musulmane et juive d'Europe sensibilise la France au problème.

Le colloque se penche alors sur le problème de l'Irak - comment intervenir contre Saddam Hussein ? Quelles seraient les conséquences de son éviction ? L'Irak ne risquerait-il pas de se démembrer ? Que faut-il entendre par "armes de destruction massive" dont l'Irak chercherait à se doter ? Un expert souligne que l'arme chimique ne

peut être, dans les circonstances actuelles, tenue pour une arme de destruction massive. Reste l'arme nucléaire mais en ce domaine les inspections ont été très poussées et ce qui devait être détruit l'a été. Pourquoi alors procéder à des frappes "préemptives" ? Seraient-elles justifiées ? L'opinion mondiale les tolérerait-elle ?

Si l'option militaire devait être retenue contre l'Irak, elle requerrait la présence de 250 000 hommes sur le terrain qui devraient être prépositionnés en Turquie et en Arabie et, que l'on sache, les gouvernements de ces deux pays ne sont pas enclins à l'accepter. Encore faudrait-il que les stocks américains d'armes "intelligentes" soient reconstitués car ceux-ci ont été massivement utilisés en Afghanistan. Tout cela ne plaide pas pour une intervention prochaine.

Une remarque a été faite à l'égard de la définition du caractère "éthique" d'une intervention militaire. Est-il normal, a-t-on demandé, d'appliquer deux poids et deux mesures à des situations somme toute comparables ? Pourquoi bombarder les chars yougoslaves au Kosovo au nom du Droit et ne pas le faire pour les chars de Tsahal à Gaza ou en Cisjordanie. Et pourtant la ligne politique "éthique" est bien connue depuis trente ans: il y a eu suffisamment de résolutions de l'ONU pour dire le Droit. Mais peu de progrès ont été réalisés qui aient été conformes à cette ligne.

En fait ce ne sont pas des réflexes "éthiques" qui incitent Turcs et Saoudiens à ne pas vouloir être mêlés à un conflit avec l'Irak mais des considérations politiques : le risque de voir l'Irak passer sous une domination chiite, se rapprocher de l'Iran et menacer les intérêts politiques économiques et stratégiques de ces deux pays.

L'aspect économique de la crise est important : la pauvreté s'accroît. La population augmente. Le désespoir se répand. On s'attendait à des mesures concrètes. Elles ne sont pas venues. Le pétrole pourrait cesser d'être un atout. Les réformes économiques ne pourront pas être différées, d'autant que la soupape que représentait l'émigration va, elle aussi, être fermée.

L'un des paradoxes de la situation créée par le 11 septembre est que les régimes autoritaires ont été renforcés par la crise alors que les militants des droits de l'Homme ont dû se faire discrets. On ne saurait écarter une intervention militaire américaine contre l'Irak. Le risque d'échouer et finalement de faire un héros de Saddam Hussein, jusqu'à ce jour très contesté au Moyen-Orient, n'est pas exclu. Après tout, la guerre d'Afghanistan n'est sans doute pas terminée.

Si la crise israëlo-palestinienne est bien au centre de la conjoncture dans la région, si elle sert d'alibi aux régimes arabes pour différer les réformes, si elle justifie les postures autoritaires, l'éviction de Saddam Hussein serait aussi lourde de conséquences. La géopolitique du pétrole en serait affectée et peut-être, en raison de l'abondance de ses réserves, l'Irak post Saddam Hussein serait-il le premier à bénéficier des investissements internationaux renforçant ainsi la place de l'Irak dans le Moyen-Orient.

Mais la demande de pétrole va-t-elle continuer à croître ? Certains paramètres vont dans le sens d'une augmentation de l'offre : les progrès de la technique de pompage, en off shore en particulier ; la chute de l'URSS et la mise sur le marché de quantités importantes de pétrole russe ; enfin la sécurité de l'approvisionnement à laquelle veillent les Etats-Unis mais aussi la Russie et la Chine. D'autres paramètres sont liés à une augmentation de la demande, de la part d'Etats émergents et du fait que le pétrole n'est pas vraiment menacé par le gaz.

A l'issue de cette séance du colloque, un consensus a semblé se dégager pour reconnaître un caractère central au conflit israëlo-palestinien au regard de l'opinion. Tandis que le terrorisme des kamikazes durcit l'opinion israélienne au point de déborder Ariel Sharon sur sa droite, les régimes arabes y trouvent un alibi pour refuser les réformes et consolider leur autoritarisme.

Une intervention américaine en Irak a fait l'objet de pronostics contradictoires. Il a pu être soutenu, sans que ce propos soit contesté, que les raisons purement militaires (constitution d'un arsenal d'armes de destruction massive) n'étaient pas fondées. Il a été souligné que le départ de Saddam Hussein soulèverait de nombreux problèmes pour

l'unité du pays et le rapport de forces dans la région. D'autres ont jugé l'opération faisable sans risque majeur.

III - CONTRIBUTION A LA DEFINITION D'UNE POLITIQUE EUROPEENNE

Le troisième volet du colloque a été consacré aux vues des Français et des Britanniques sur le règlement du conflit. Celles-ci, a-t-il été relevé, ont été marquées dans le passé par plus de divergences que de convergences. La relation franco-britannique a été de compétition plus que de coopération depuis que les Européens se sont intéressés à cette zone. Cela n'a pas empêché cependant des convergences, comme celle inscrite dans les accords Sykes - Picot de 1916 qui répartissaient les dépouilles à venir de l'Empire ottoman dans le monde arabe, ou encore celle qui s'est concrétisée à Suez lorsque la Grande-Bretagne et la France sont intervenues contre Nasser : équipée des deux pays à laquelle un Président américain a mis fin. La suite est connue avec la participation des deux pays, aux côtés des Etat-Unis, dans la guerre du Golfe et ensuite les mesures prises pour le désarmement de l'Irak.

Il est vrai que l'expérience des Français et des Britanniques a été utile lorsqu'il s'est agi de définir une attitude européenne commune à l'égard de la situation de crise au Proche et Moyen-Orient. La Déclaration de Venise en a été le témoignage. Cette influence, cependant, a cessé d'être aussi déterminante que dans le passé. L'Allemagne, l'Italie jouent désormais un rôle important dans la région, notamment en Iran, et l'Espagne, au Maghreb. La politique européenne est plus active et l'expérience du Royaume-Uni, de la France, leur information plus étendue en font des partenaires essentiels. Leur action est plus efficace si elle est menée en proche partenariat avec celle des Etats-Unis, que ce soit au Conseil de sécurité, au sein du Quatuor ou en d'autres enceintes.

Ce rappel historique n'a pas provoqué de débats. Il a servi d'introduction à l'analyse des raisons d'agir aujourd'hui de concert sur les problèmes liés au conflit. Et s'il en est ainsi, a-t-on remarqué, c'est bien parce que le conflit israëlo-palestinien occupe une

position centrale à la fois au plan politique, économique et éthique. Il concerne Français et Britanniques parce qu'il est aussi au coeur de la relation transatlantique.

Les deux pays ont une responsabilité historique, celle d'avoir voté en 1948 la création de l'Etat hébreu. Et il se trouve que cette responsabilité historique retrouve aujourd'hui son actualité. Au-delà d'une politique nationale, il convient de rechercher une attitude européenne, elle seule permettant de dépasser les différences et les oppositions passées.

L'Europe doit se fixer pour mission de montrer - y compris par son exemple - qu'il y a une alternative au désespoir. L'Europe doit repousser très fermement les deux extrémismes. Elle doit encourager les courants modérés dans chacun des deux camps. Il est heureux que certains Palestiniens condamnent les "bombes humaines" - que d'autres admettent qu'il faut renoncer au caractère absolu du droit au retour pour les réfugiés. De leur côté, 54 % des Israéliens sont prêts à accepter le retour aux frontières de 1967 et à discuter du problème des colonies. En d'autres termes, il faut faire sortir les Palestiniens de l'humiliation et les Israéliens de la crainte. Est-ce une utopie de penser que l'Europe pourrait donner sa garantie à un accord ?

Cette vision de l'avenir a été généralement approuvée. Les Etats-Unis, a-t-on observé, ont besoin de l'Europe, mais cette dernière doit agir de concert avec eux et non contre eux.

Un intervenant souligne que l'Europe n'est pas sans moyens de pression économique sur Israël, bien qu'il soit peu pensable d'appliquer des sanctions à ce pays. Encourager les modérés, c'est aussi tenir compte des besoins des Israéliens en matière de sécurité. A cet égard, il a été indiqué que l'armée israélienne a perdu depuis 1995 sa supériorité totale.

Puisque le colloque doit aboutir à des mesures concrètes et communes, se demande un interlocuteur, pourquoi ne pas rappeler les succès de l'Europe, en Bosnie par

exemple, et inviter Israël à faire un choix : pour obtenir la paix, quitter les territoires et accepter la création d'un Etat palestinien ?

Si l'on doit en effet encourager les modérés, encore faut-il comprendre qu'il n'y a pas qu'un seul partenaire - Israël - avec lequel négocier mais aussi les Palestiniens. Il faut faire pression sur l'Etat juif. Et les Américains doivent se garder de l'unilatéralisme.

De toute manière, précise un intervenant, il faut faire comprendre aux Américains qu'il y a pas de solution militaire tenable. Il faut que les propositions de paix partent de la reconnaissance des deux Etats et de garanties pour l'Etat palestinien. L'Europe pourrait faire plus pour les réfugiés, améliorer l'association des deux Etats à l'Union européenne, encourager les structures régionales des Palestiniens, inciter la société civile des Etats arabes à s'ouvrir à la société civile israélienne. Il est aussi suggéré que certaines actions, comme par exemple, celles menées par des hélicoptères de combat, soient mises hors la loi et que nul encouragement ne soit accordé aux commandos suicides. Il est proposé de demander aux Israéliens de s'équiper de forces spécialisées pour contrôler les mouvements de foule et s'abstenir de représailles brutales.

Le colloque se termine sur deux remarques. Le moment n'est-il pas venu pour les Britanniques , puisque la nouvelle diplomatie française aborde ses rapports avec les Etats-Unis, sans complexes mais aussi sans apriorisme, de jeter tout leur poids dans le débat pour réanimer le processus de paix ?

A l'issue de cette session consacrée à préciser la contribution franco-britannique à la définition d'une politique européenne dans la région, un consensus s'est fait pour souhaiter un rapprochement des vues des deux pays. Pour autant, il a été souligné qu'il était indispensable que ce rapprochement ne soit pas exclusif et, au contraire, qu'il aboutisse à une véritable politique européenne tenant compte notamment des positions allemandes et italiennes. Cette politique ne se conçoit qu'en complémentarité de la politique américaine.

Les participants se sont plus à reconnaître que l'Europe pouvait et devait jouer un rôle pour offrir des garanties et intégrer l'économie de la région dans l'économie

mondiale. Ils ont généralement insisté sur le caractère central du conflit israëlo-palestinien pour le Moyen-Orient et pour les relations transatlantiques.

CONCLUSIONS

Réuni les 2 et 3 juillet 2002, quelques jours après le discours du Président des Etats-Unis invitant le peuple palestinien à contraindre Yasser Arafat au départ, le colloque du Conseil franco-britannique a permis de mesurer le large consensus des personnalités des deux pays qui y ont participé. Ce consensus repose sur la prise de conscience de responsabilités historiques de la France et de la Grande-Bretagne. Il impose, a-t-il semblé, la recherche d'un point de vue commun.

Les Français et les Britanniques, en dépit de leurs expériences passées ou à cause d'elles, ont souhaité cependant donner un cadre européen à leur action pour bien montrer qu'une page a été tournée dans leur attitude à l'égard du Moyen-Orient. Plusieurs orateurs, critiques implicites de la politique américaine, n'ont pas empêché une majorité de rappeler qu'une action européenne ne saurait être opportune et utile que si elle était un complément à celle des Etats-Unis, mais non une alternative. Au reste, tout le sens d'une position européenne n'est-il pas d'inciter Washington à adopter une position plus "équilibrée" ? Finalement l'Europe a-t-elle une meilleure chance de jouer un rôle que de le rechercher dans le dialogue avec les Etats-Unis ? Voilà sans doute pourquoi des voix ont appelé Tony Blair à user de son crédit à Washington en faveur d'une solution négociée sur les bases de la Déclaration de Séville.

La crise israëlo-palestienne est au centre de toute la problématique de la région, a-t-il été jugé. La paix ne reviendra dans la région qu'avec une solution au conflit. Cette paix est chaque jour plus urgente, pour les peuples en question et plus généralement pour l'équilibre international. La poursuite de la crise signifie son aggravation, politique, humaine, éthique et fait peser un risque sur les relations transatlantiques elles-mêmes.

La question de l'Irak et le départ de Saddam Hussein ont été débattus. Si la menace que feraient peser les armes de destruction massive n'a guère convaincu, le risque de provoquer un embrasement de la région n'a pas davantage été confirmé, sans être totalement écarté. Il ne s'est pas trouvé d'avocat pour la cause de Saddam Hussein et son départ n'a pas paru devoir être de nature à entraîner une catastrophe. Mais une opération militaire américaine, si elle devait avoir lieu, aiderait-elle à résoudre le conflit entre Israël et les Palestiniens ?

Ce qui a été dit sur la dignité à rendre aux Palestiniens et sur la sécurité que l'on doit aux Israéliens a retenu l'attention du colloque. Mais il a été rappelé que la sécurité absolue pour un Etat signifie l'insécurité pour d'autres et que la justice absolue pour un Etat risquerait d'être l'injustice pour tous. Ne conviendrait-il pas que les Israéliens dépassent leurs inquiétudes fondamentales et que les Palestiniens, de leur côté, intègrent cette crainte des Israéliens dans leur réflexion?

Comme le stipule la Déclaration de Séville, le chemin de la paix passe par le retrait des forces israéliennes des territoires occupés et la création d'un Etat palestinien. Si le choix des moyens n'a pas fait l'unanimité, la nécessité d'une conférence internationale et l'octroi de garanties sérieuses à l'Etat israélien et à l'Etat palestinien ont été reconnus.

Jean-Marie LE BRETON

LISTE DES PARTICIPANTS FRANCAIS

Président :

Jean FRANÇOIS-PONCET

Ancien Ministre

Sénateur du Lot-et-Garonne

Yves AUBIN DE LA MESSUZIERE

Directeur d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient

Ministère des Affaires étrangères

Didier BILLION

Directeur adjoint

Institut de relations internationales et stratégiques
(IRIS)

Sylvie BLUMENKRANTZ

Sous-directeur de la Section française du Conseil franco-britannique

Dominique BROMBERGER

Editorialiste à France Inter

Frédéric CHARILLON

Professeur des Universités à l'IEP de Paris

Dominique CHEVALIER

Professeur émérite à la Sorbonne

Vice-Président des amis de l'Université
française d'Egypte

Eric DESMAREST

Ministre plénipotentiaire

Ancien Directeur du Cabinet du Ministre
des Affaires étrangères

Michel FOUCHER

Directeur du Centre d'Analyse et de Prévision

Ministère des Affaires étrangères

Renaud GIRARD

Grand reporter, LE FIGARO

Alain GRESH

Rédacteur en chef

Le Monde diplomatique

Jean GUEGUINOU

Ambassadeur de France

Pierre JOXE

Ancien Ministre

Membre du Conseil constitutionnel

Gilles KEPPEL

Professeur des universités à l'IEP de Paris

Directeur du programme doctoral "Monde musulman"

Régis KOETSCHET

Directeur adjoint d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient
Ministère des Affaires étrangères

Luc de LA BARRE DE NANTEUIL

Ambassadeur de France
Président du groupe "Les Echos"

Patrick LAMENTINI

Chargé de mission pour les pays du Moyen Orient
Centre d'analyse et de prévision
Ministère des Affaires étrangères

Jean-Marie LE BRETON

Secrétaire général de la Section française du Conseil franco-britannique

Luis MARTINEZ

Chargé de recherche au CERI -FNSP

Dominique MOÏSI

Directeur adjoint
Institut français des relations internationales (IFRI)

Sophie POMMIER

Chargé de mission, Direction d'Afrique du Nord
et du Moyen-Orient
Ministère des Affaires étrangères

Général Christian QUESNOT

Ancien Chef de l'Etat-major particulier du
Président de la République

Général Jean RANNOU

Ancien chef d'Etat-major de l'Armée de l'Air

Olivier ROY

Directeur de recherche au CNRS
Chercheur associé au CERI

Jacques VIOT

Ambassadeur de France
Président de la Section française du Conseil franco-britannique

LISTE DES PARTICIPANTS BRITANNIQUES

Sheikh Dr Zaki BADAWI

Principal
Muslim College, London

Edward CHAPLIN OBE

Director, Middle East and North Africa
Foreign and Commonwealth Office

Abdelwahab EL-AFFENDI OSMAN

Senior Research Fellow, Centre for the Study of Democracy
University of Westminster

Steven EVERTS

Senior Research Fellow
Centre for European Reform

Andrew GILMOUR

Chief of Regional Affairs, United Nations Office of the Special Co-ordinator for the Middle East Peace
Process

Sir John HOLMES, KBE, CMG, CVO

British Ambassador to France

Ann KENRICK

Secretary-General
Franco-British Council

Ruth KITCHING

Acting Secretary-General
Franco-British Council

Michel MASSIH QC

Criminal and human rights lawyer
President, British Palestinian Society in London

Professor Timothy NIBLOCK

Director
Institute of Arab and Islamic Studies
University of Exeter

Andrew PAGE

First Secretary
British Embassy, Paris

Sir Peter PETRIE

Chairman
Franco-British Council

Rt Hon Lord RADICE

Trustee
Franco-British Council

Charles RICHARDS

Middle East Adviser, BPAmoco

Patrick SEALE
Journalist and writer

Nadim SHEHADI
Director of the Centre for Lebanese Studies, Oxford
Researcher, Royal Institute of International Affairs

Professor Paul STEVENS
Centre for Energy, Petroleum and Mineral Law and Policy
University of Dundee

Paul TAYLOR
European Affairs Editor
Reuters Ltd

Ned TEMKO
Editor, Jewish Chronicle

Lord TEMPLE-MORRIS
Chairman, British-Iranian All-Party Parliamentary Group

Valerie YORKE
Senior Research Fellow
London School of Economics

Le Conseil franco-britannique est né, au moment de l'adhésion du Royaume-Uni à la Communauté européenne, d'une initiative commune du Président Georges Pompidou et du Premier ministre Edward Heath.

Son objet est de contribuer à une meilleure compréhension entre les deux pays par le moyen de rencontres de personnalités ou de spécialistes, notamment dans les domaines de la culture, de la science, de l'art, de la politique et des entreprises.

CONSEIL FRANCO-BRITANNIQUE

Section française

66, rue de Bellechasse, 75007 Paris

Téléphone : 01 42 75 79 83 - Télécopie : 01 42 75 79 87

Mél. : conseilfrancobritannique@wanadoo.fr